



HAL
open science

Chapitre 5. La place des cultures pérennes dans l'agriculture du Kwango en RD Congo : contribution à une stratégie de relance agricole

Paulin Ibanda Kabaka

► **To cite this version:**

Paulin Ibanda Kabaka. Chapitre 5. La place des cultures pérennes dans l'agriculture du Kwango en RD Congo : contribution à une stratégie de relance agricole. Le développement agricole et pastoral au Kwango en RD Congo, The BookEdition, A paraître, 978295441248. hal-03298942

HAL Id: hal-03298942

<https://hal.science/hal-03298942>

Submitted on 25 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 5. La place des cultures pérennes dans l'agriculture du Kwango en RD Congo : contribution à une stratégie de relance agricole

Par IBANDA KABAKA Paulin

Mail : ibandapaulin@yahoo.fr

5.0. Introduction

L'agriculture étant une activité économique qui permet à l'homme d'obtenir des produits qui servent à son alimentation et à son activité de production industrielle, elle se décompose en deux secteurs distincts : l'agriculture des produits vivriers et l'agriculture des produits destinés à l'agro-industrie qui sont généralement qualifiés des cultures pérennes ou des cultures industrielles.

Dans ce chapitre, il est question de voir la place que ses cultures à destination de l'industrie dites cultures pérennes dans la province du Kwango. L'état des lieux sommaire ayant abouti à un constat de régression de cette agriculture industrielle, il sera fait allusion d'abord au recul de cette agriculture (1), ensuite une stratégie de relance agricole sera proposée (2).

5.1. Le recul de l'agriculture des cultures pérennes au Kwango

Pour appréhender les aspects relatifs à la régression de cette agriculture au Kwango, seront abordés respectivement l'état de la production (1.1.) et les causes de son recul (1.2.).

5.1.1. L'état de la production des cultures pérennes

Les cultures pérennes¹ sont constituées de nombreuses cultures agricoles qui ont vocation à durer dans le temps notamment le caféier, le cacaoyer, le théier, le palmier à huile, l'hévéa, le tabac, le soja, le cotonnier, etc. Toutes les cultures citées ci-dessus trouvent au Kwango des conditions favorables à leur épanouissement ainsi qu'à leur prolifération.

C'est ce qui explique le fait que certaines de ces cultures ont été introduites au Kwango par les colons et les missionnaires belges afin de faire profiter les populations de cette province de cette providence naturelle. En effet, le caféier a été amené dans les forêts de Kingunda vers Kasongo-Lunda par les missionnaires belges vers 1928.²

¹ Lire à ce propos F. RUF et G. SCHROTH, Cultures pérennes tropicales. Enjeux économiques et écologiques de la diversification, Versailles, Ed. Quae, 2013.

² A. N'TEBA MBENGI, La mission de la compagnie de Jésus dans le Kwango Kwilu, Thèse de doctorat en Histoire, Université grégorienne de Rome, 2010, p.57.



Photos 7 et 8 : caféiers

Par ailleurs, il convient d'indiquer qu'en 1954, pour diminuer l'exode rural, le gouvernement colonial décida d'amplifier son programme de mise en valeur du district du Kwango. Dans les territoires de Kasongo-Lunda, de Kenge et de Popokabaka, il décida d'y planter 5300 hectares de palmiers et caféiers en plantations mixtes et 1325 hectares de caféiers en plantations pures³.

Ces cultures pérennes s'étaient disséminées à travers tout le Kwango. Vers 1970 et 1980, ces cultures faisaient la fortune des villageois, des enseignants et des fonctionnaires qui les cultivaient. Lors des campagnes de vente du café par exemple, l'argent que gagnaient les agriculteurs leur permettait de s'approvisionner en denrées de première nécessité, en électroménager (radio, tourne-disques, lampes Coleman, vélos, ...), mais aussi à payer les frais d'études de leurs enfants dans les meilleures écoles de la province. Ainsi l'argent du café a assuré une bonne éducation à la progéniture et à la relève du Kwango.

Actuellement, ces cultures pérennes ne représentent plus grand-chose pour le Kwango. Leur culture ainsi que leur production ont sérieusement périclité⁴. Les plantations de café ont été envahies par la forêt et la nature a repris ses droits dans la quasi-majorité de ces plantations du Kwango.

Cet enherbement des plantations de café qui faisaient jadis la fierté et la richesse des Kwangolais trouve ses origines dans plusieurs causes.

³ Disponible sur <https://www.facebook.com/748813698491706/posts/789179221121820/>. [Consulté le 12 juin 2021].

⁴ E.TOLLENS, *L'état actuel de la sécurité alimentaire en RD Congo: Diagnostic et perspectives*. 2003.

5.1.2. Les causes du recul de l'agriculture des produits pérennes au Kwango

Naguère ayant fait la fortune de milliers d'agriculteurs du Kwango, la culture des produits pérennes a connu un déclin significatif au Kwango pour des nombreuses raisons.

La chute des prix de vente de ces cultures pérennes résultant de la suppression des subventions à l'exportation dans le cadre des programmes d'ajustement structurel mis en œuvre en RDC dès 1983 à la demande du Fonds monétaire international, a découragé les producteurs qui ne trouvaient plus les prix de vente de ces cultures pérennes comme rémunérateurs.

L'effondrement vers 1980-1990 des cours internationaux des produits d'exportation tels que le café, le cacao, le caoutchouc et l'huile de palme du fait de la surproduction provenant des pays de l'Asie tropicale notamment l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam⁵ et le Sri-Lanka et du Brésil en Amérique du Sud qui ont été encouragés par la Banque mondiale à se convertir dans la production de ces cultures, a fini d'achever les ardeurs de tous les planteurs congolais.

A l'instar du Gabon, en RDC, la part de l'agriculture dans le PIB est en baisse constante : 24 % en 1960 et à peine 3 % en 1994 (Ministères de Finances, Programmation FMI, 1998). Les cours du cacao ont baissé de 50 % entre 1974 et 1990, et la chute des cours mondiaux de café a atteint 40 % entre 1989-1992, ce qui a entraîné la baisse de la production du cacao. Dans la province de l'Equateur par exemple, la production de café estimée à près de 6 000 tonnes en 1960, et à 5 500 tonnes en 1974, s'élevait à 1 600 tonnes en 1987 et à moins de 1 000 tonnes en 1997. Malgré l'étatisation des circuits commerciaux de ces produits à la fin des années 70, la situation n'a pu se redresser durablement.⁶

Par ailleurs, l'absence des aides financières et du financement destiné à l'agriculture en RDC sont des facteurs qui ont contribué au vieillissement des plantations occasionnant la chute de la productivité agricole des cultures pérennes.

⁵ M. H. **DIEP**, « Investissement pour les cultures pérennes au Sud-Vietnam », in *L'avenir des cultures pérennes, investissement et durabilité en zones tropicales humides*, 5-9 novembre 2001, Yamoussoukro, Côte d'Ivoire, CIRAD, Agritrop, 2002.

⁶ H. MWANZA et KABATA KABAMBA, « Pauvreté et marginalisation rurales en Afrique au sud du Sahara », *Belgeo* [En ligne], 1 | 2002, mis en ligne le 31 mars 2002, consulté le 11 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15423> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.15423>

Tableau n° 11 : Produits agricoles acheminés à Kinshasa entre avril 1999 et mai 2000 en provenance du Bas-Congo, de l'Equateur et du Bandundu (Kwango y compris)

Produits	%
Manioc	58
Maïs	17
Haricots	4,8
Légumes	3,6
Huile de palme	7,9
Café	3,7
TOTAL	100

Source : E. TOLLENS (2003)

Selon TOLLENS (2003), sur les produits agricoles arrivés à Kinshasa entre avril 1999 et mai 2000, les cultures pérennes (huile de palme et café) représentent 11,6% et les produits vivriers 88,4 %. Cependant, il convient d'indiquer qu'il est difficile d'avoir les statistiques pour le Kwango et ces statistiques des produits agricoles acheminés à Kinshasa témoignent de la portion congrue que détiennent depuis un certain temps les cultures pérennes.

Après avoir connu ce grave déclin, il est actuellement temps que les cultures pérennes soient relancées au Kwango.

5.2. Pour une relance de l'agriculture des cultures pérennes au Kwango

Afin de pouvoir cerner les contours de cette relance, il est recommandé de présenter son utilité (2.1.) puis d'évoquer quelques pistes de relance (2.2.).

5.2.1. L'utilité des cultures pérennes

Les cultures pérennes comprennent une large variété de différentes cultures⁷. Ce sont des arbres et arbustes dont le système de culture est caractérisé par l'absence de rotation et par l'occupation du sol pendant plusieurs années consécutives généralement plus de cinq ans.

⁷ En Europe, dans les cultures pérennes, on rencontre les vignes, vergers, houblon ; petits fruits avec fructification sur le bourgeon de l'année précédente : groseilles, cassis, myrtilles ; plantes Aromatiques et Médicinales (PAM) : lavandin, thym, estragon, hysope, sauge scolarée et officinale, romarin, rose de mai, mélisse, origan, sarriette des montagnes, verveine, gogi, camomille, bardane, rhubarbe, etc. Disponible sur <https://www.biolineaires.com/conversion-des-cultures-perennes/> [consulté le 11 juin 2021].

Il s'agit en général de plantations d'arbres, arbustes ou de plantes à racines persistantes tels que les caféiers, cacaoyers, bananiers, palmiers à huile, ou de la canne à sucre qui restent en terre plusieurs années et qui repoussent après chaque coupe⁸.

Ces cultures pérennes qui se caractérisent par des plantations fixes et stables rencontrent parfaitement les objectifs du développement durable ainsi que de la protection de l'environnement contrairement aux cultures vivrières qui recourent systématiquement à l'agriculture itinérante sur brûlis qui détériore, parfois de façon irréversible, l'environnement (forêts, brousses, savanes).

Il convient d'indiquer que les cultures pérennes sont utiles car elles constituent des investissements et des patrimoines durables pour les agriculteurs qui peuvent en disposer pour bénéficier des crédits ou des financements de la part des institutions bancaires et financières, car elles constituent des garanties réelles qui sont susceptibles de faire l'objet des hypothèques notamment conventionnelles, judiciaires et légales. Ceci n'est pas le cas des cultures vivrières dont la durée moyenne de vie est de moins de 12 mois.

Par ailleurs, les cultures pérennes qui sont généralement les cultures commerciales d'exportation permettent aux exploitants agricoles de gagner beaucoup d'argent notamment des devises étrangères qui contribuent à l'amélioration des recettes d'exportation et aux réserves de changes du pays. Ces recettes d'exportation sont susceptibles d'enrichir à la fois les agriculteurs et les Etats agricoles exportateurs dont la RDC. Voilà ce qui explique l'engouement des différents Etats à l'exportation de leurs produits agricoles.

Se pratiquant dans la durée et donnant une certaine visibilité à moyen et long terme à l'exploitant agricole, la culture des produits pérennes procède à la constitution des exploitations agricoles qui peuvent recourir à la main d'œuvre familiale dans le cadre d'une exploitation familiale ou à la main d'œuvre hors famille dans le cadre d'une exploitation de type familial ou industrielle. En permettant à l'exploitant de recourir à la main d'œuvre familiale ou locale, l'exploitation à base des cultures pérennes est de nature à redistribuer des revenus dans son environnement et à devenir un pôle de développement dont la mission est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de tout un territoire donné.

En prenant en compte les rôles joués par les cultures pérennes dans leur environnement, il est recommandé d'en proposer les pistes de relance pour le Kwango.

⁸ J.D.R. NASCIMENTO, Gestion intégrée de l'eau et développement durable : le cas du Cap-Vert, Thèse de doctorat de Géographie, Université de Normandie, 2017, p. 19.

5.2.2. Quelques pistes en vue de la relance des cultures pérennes au Kwango

Il ressort des analyses et des causes de la régression des cultures pérennes épinglées supra que plusieurs paramètres doivent être mobilisés en vue de relancer les cultures pérennes au Kwango.

5.2.2.1. De la monoculture à la polyculture

Il a été constaté qu'au Kwango, en RDC et partout ailleurs en Afrique, les cultures pérennes font souvent l'objet d'une plantation pure. C'est ce qui est qualifié de monoculture. A cet effet, les agriculteurs ne se consacrent qu'à la culture d'une seule plante dans leur plantation : caféier, cacaoyer, bananier ou hévéa. Ce modèle de culture marche bien tant que le prix de cette monoculture est stable ou garanti. Mais une fois, ce prix subit une détérioration durable ou baisse, ledit modèle à base de la monoculture est plombé.

Dès lors, une reconversion ou une diversification des cultures s'imposent. L'avantage de la polyculture qui consiste à développer plusieurs cultures sur une seule plantation, procède de ce qu'on qualifie en finance du marché de la diversification de portefeuilles. En effet, les œufs susceptibles de se casser ne sont pas mis dans un seul et unique panier. Ainsi, si l'un se casse, les autres sont sauvegardés. C'est pareil pour les polycultures : si le prix du café chute, celui d'un autre produit pourrait permettre à l'exploitant agricole de tenir le coup ou de respirer.

Mais au tournant des années 1980 et 1990, la chute des cours mondiaux des matières premières lamine les conditions de vie de millions de familles et l'économie de plusieurs pays tropicaux en raison de leur forte dépendance aux productions de café, cacao, caoutchouc ou poivre, etc. En Côte d'Ivoire par exemple, cette période marque le début d'une crise sociale profonde qui ira jusqu'à la guerre civile. Au-delà des incertitudes liées aux prix, la spécialisation est porteuse de risques dans la gouvernance des Etats. Au Ghana par exemple, la monoculture du cacaoyer a entraîné le pays au chaos dans les années 1970-1980.⁹ C'est ce qui est qualifié de la malédiction des matières premières ou, du moins, des économies reposant sur une seule matière première, y compris agricole. On redécouvre que la spécialisation génère des risques non seulement pour les agriculteurs, mais aussi à l'échelle de la province et de la nation. Les décennies 1970 à 2000 sont loin d'être les premières dans la longue histoire de l'effondrement des économies trop dépendantes d'une seule matière première agricole : au début du 20^e siècle, l'Amazonie a subi un désastre après l'essor du caoutchouc. Mais les expériences répétées à la fin du 20^e siècle changent les attitudes des agriculteurs, des politiques et des bailleurs de fonds à l'égard de la diversification.

⁹ F. RUF et G. SCHROTH, Économie et écologie de la diversification des cultures pérennes tropicales, Versailles, Ed. Quae, 2013, p.7.

La diversification des cultures et des systèmes agricoles est un processus ambivalent demandant une analyse et une interprétation prudente. D'une part, la réduction de la dépendance des ménages et des économies régionales à une seule culture ou à une activité diminue, ou peut diminuer, leur vulnérabilité aux risques écologiques et économiques. Elle éviterait, selon l'adage populaire, de mettre tous les œufs dans le même panier : c'est ce qu'on qualifie de principe de la diversification de portefeuille en gestion financière. D'autre part, en conformité avec les théories de l'économie classique et comme l'ont longtemps cru les politiques, la spécialisation a ses avantages en termes d'efficacité technique et économique. C'est le cas si l'activité crée des économies d'échelle, et si les producteurs ont un accès stable à un marché national ou international.

Prenant en compte ces réalités économiques, le planteur peut fort bien évoluer d'une diversification vers une reconversion. La nouvelle culture prendrait alors de plus en plus d'importance dans le système agricole jusqu'à reconstituer une monoculture. Le producteur se retrouverait aussi vulnérable qu'auparavant. Les exemples de diversification qui se transforment en reconversion sont légion dans l'histoire économique et à travers le monde : conversion des plantations cacaoyères en pâturages en Amérique centrale au 16^e siècle, remplacement des cacaoyers par les palmiers à huile et les manguiers en Malaisie et aux Philippines à la fin du 20^e siècle. Sur le plan social, de nouvelles activités agropastorales demandent certes moins de main-d'œuvre que la culture pérenne de remplacement, mais on note que non seulement l'économie locale et régionale reste fragile, mais que le risque de sous-emploi ou de chômage augmente également¹⁰.

5.2.2.2. La question du financement

En général, le budget qui est consacré au financement de la politique agricole dans les pays agricoles d'Afrique et au Kwango en RDC, demeure un budget dérisoire. Selon E. TOLLENS, en 1990, moins de 5 % du budget national était consacré à l'agriculture et au développement rural au moment où plus de 75 % de la population congolaise vivaient de l'agriculture. Cette réalité n'a pas changé jusqu'à présent.

Par ailleurs, depuis la faillite de la Banque de crédit agricole dans les années 1990, il n'y a plus d'institution financière spécialisée en charge du financement et de l'octroi des crédits au monde agricole. Cette carence en matière de financement ne permet pas le renouvellement des outils de production ainsi que des plantations elles-mêmes qui sont frappées par le vieillissement, l'enherbement et la perte de productivité.

¹⁰ F. RUF et G. SCHROTH, *Économie et écologie de la diversification des cultures pérennes tropicales*, Versailles, Ed. Quae, 2013, p.7.

Pour résoudre cette question financière, il faut que l'Etat congolais crée une banque publique qui sera destinée au financement de l'agriculture d'une part et d'autre part, il doit relever le budget consacré à l'agriculture aux environs de 30 % du budget général. En effet, si l'Etat consacre 1 milliard de dollars à l'agriculture chaque année pendant cinq ans, soit un mandat présidentiel, l'agriculture congolaise et celle du Kwango subiront une transformation durable vers la performance.

5.2.2.3. Le rôle de l'Etat dans le soutien à l'agriculture

Au regard de ses missions qui portent sur la sécurité alimentaire, sur la protection de la santé humaine et de l'environnement, l'Etat a un rôle important à jouer dans le secteur agricole.

En effet, le développement agricole constitue le soubassement de tout développement économique. Aucun pays n'a réussi à se développer en négligeant l'agriculture. Ceci justifie, à titre d'exemple, les dépenses faramineuses effectuées par l'Union Européenne dans le cadre de la politique agricole commune, en sigle PAC.¹¹

Grâce à cette PAC, l'Europe dépense des centaines des milliards d'euros en vue de sauvegarder son indépendance alimentaire et d'assurer le développement de ses populations et territoires ruraux.¹² Pourquoi le Congo ne pourrait-il pas le faire ou le tenter ?

Il convient de rappeler que c'est le surplus agricole¹³ tiré du monde agricole qui a permis de financer l'essor industriel de l'Occident et présentement des pays asiatiques dont la Chine.¹⁴

Grâce à la politique fiscale, l'Etat est censé accorder des incitations aux investisseurs afin qu'ils investissent dans l'agriculture. L'agriculture étant le monde de la loi des rendements décroissants, l'emploi de beaucoup de capitaux entraîne nécessairement une baisse de la profitabilité de l'exploitation. Dès lors, le gouvernement qui voudrait inciter les agents économiques à investir dans ce secteur doit leur donner les moyens ou incitations qui vont leur permettre de compenser leurs éventuelles

¹¹ N. CHAMBON, « Renforcer l'action de l'UE par une réforme audacieuse de la PAC et de son financement. », in *Revue de l'Union Européenne*, 2011, no 550, p. 472.

¹² B. DECHAMBRE, « La PAC et le développement rural. », in *L'agriculture, nouveaux défis*. INSEE, 2007.

¹³ P. BERTHELIER et A. LIPCHITZ, « Quel rôle joue l'agriculture dans la croissance et le développement? », in *Revue Tiers Monde*, 2005, no 3, pp. 603-624.

¹⁴ R. C. ALLEN, « Imposition et mobilisation du surplus agricole à l'époque stalinienne », In *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Cambridge University Press, 1998, pp. 569-595. J. L. BRANGEON, « Surplus de productivité et transferts de valeur en agriculture », in *Économie rurale*, 1983, vol. 156, no 1, pp. 55-57. G. SPIELVOGEL, « Surplus agricole, division du travail et émergence des villes », in *Revue d'Economie Régionale Urbaine*, 2004, no 5, pp. 869-882.

déconvenues d'exploitation. Cela se fait au travers des exonérations fiscales et douanières notamment en ce qui concerne l'imposition des bénéfices réalisés et la taxation des intrants et outillages agricoles importés. Par ailleurs, pour soutenir le secteur agricole, les produits agricoles exportés sont dans la majorité de cas exonérés du paiement des droits de sortie.

S'agissant des routes en particulier, des infrastructures et des moyens de transport en général, ils participent à l'attractivité et à la compétitivité des territoires. Ces deux notions font partie des aspects qui poussent les investisseurs à investir dans un pays ou une province qu'ailleurs. Les bonnes routes et les moyens de transport rapides et sûrs concourent à une évacuation rapide et moins onéreuse des produits agricoles. Cela aurait pour effet d'augmenter la productivité des cultures pérennes et des autres produits agricoles.

5.2.2.4. La diversification agricole et économique

En ce qui concerne le Kwango, il sied d'indiquer que cette province située à 150 kms de Kinshasa est l'un de greniers naturels de la capitale du pays. C'est pour cela que dans le cadre de la relance des activités agricoles dans cette province, la culture des produits pérennes tels que le soja, le tabac, le café (robusta), le palmier à huile, les bananes, l'ananas, est recommandée afin d'assurer la sécurité alimentaire de la capitale ainsi que du pays et de doter ce dernier en devises étrangères nécessaires au financement des importations.

De surcroît, les pouvoirs publics doivent mettre en place des mesures tendant à la mise à disposition des agriculteurs des intrants agricoles bon marché mais surtout des plants améliorés susceptibles de résister aux maladies phytosanitaires et aux insectes nuisibles et de donner un bon rendement agricole.

Conclusion

Introduites au Kwango par la colonisation belge au début du 20^e siècle, les cultures pérennes qui jadis occupaient de milliers d'hectares et de planteurs, représentent aujourd'hui une part insignifiante de l'activité agricole dans cette province.

Pour relancer cette agriculture à base des cultures pérennes au Kwango comme partout ailleurs en RDC, il est nécessaire que les agriculteurs adoptent la polyculture associant les cultures pérennes entr'elles ou avec les cultures vivrières, ; mais également que l'Etat soutienne les exploitants agricoles par des incitations fiscales et douanières et en investissant dans les infrastructures routières nécessaires à l'évacuation rapide et moins onéreuse des produits agricoles vers les pôles de consommation et les ports d'exportation.

